

Rapport au Comité National du 08 mars 2025

Situation Economique et sociale politique de la France

Après la nomination de Bayrou comme premier ministre et son discours de « *politique générale* » nous écrivions que « *Macron et ses gouvernements sont des gérants loyaux de la feuille de route du Capital. Rien n'est à attendre de Bayrou, car comme ses prédécesseurs, il est là pour appliquer la politique du Capital. Rien n'a changé, une offensive austéritaire brutale est toujours à l'ordre du jour contre le monde du travail.* »

Le gouvernement de Bayrou va à marche forcée pour démanteler tout ce que les salariés ont conquis par leurs luttes contre le capital, pour

→ mettre sur pied une loi immigration à fort relent raciste frôlant le fascisme, très largement copiée sur le programme du Rassemblement National,

→ casser les principes fondateurs de la sécurité sociale : santé, famille, retraite et le système d'assurance chômage ajouté en 1958 (qui introduit la gestion paritaire au sein du système de la sécurité social), avec la réforme de l'assurance chômage et du RSA,

→ attaquer l'école... **Bayrou taille à la hache dans tous les budgets de la fonction publique...**

Les attaques du gouvernement Macron-Bayrou sont sans limite « *Le gouvernement poursuit son offensive contre les étrangers, les plus précaires et l'ensemble du monde du travail. Macron n'hésite pas à puiser directement dans le programme de l'extrême-droite pour s'attaquer aux travailleurs et aux classes populaires.* »

Pour faire adopter Le budget de la France, ainsi que le projet de loi de finances de la Sécurité sociale (PLFSS), Bayrou a activé l'article 49.3 de la Constitution, avec l'assentiment du RN et des partis de la « *gauche raisonnable* »

Le budget 2025 à peine « adopté », celui de 2026 est déjà sur la table.

Avec une modification de taille en relation avec la déclaration de Trump qui a répété, depuis le 10 février, vouloir obtenir un accès aux terres rares ukrainiennes, expliquant que Washington devait « *sécuriser* » l'argent versé faute de certitude sur l'issue du conflit. « *Ils pourraient arriver à un accord, ils pourraient ne pas arriver à un accord. Ils pourraient être Russes un jour, comme ils pourraient ne pas être Russes un jour.* »

Avec une **préoccupation majeure**, souligné le 19 février, par Sophie Primas, porte-parole du gouvernement : *le gouvernement aborde la préparation du budget pour 2026, avec le double objectif de redresser les finances publiques, mais aussi de dégager des marges de manœuvre pour faire face [au] nouveau contexte géopolitique* et que le budget de la défense devrait encore augmenter alors que les dépenses vont déjà doubler d'ici 2029.

Le contexte géopolitique devient le maître mot de toutes les décisions du gouvernement en matière de politique économique et sociale, lors des réformes en cours. **La politique nationale et internationale sont totalement imbriquées.** C'est le cas de la France mais aussi de l'Union Européenne.

La multiplication des rencontres ces dernières semaines :

- * rencontre Etats Unis / Russie à Riyad, le 18 février, pour poser les bases d'une future coopération
- * Zelensky, Trump, Vance le 28 février
- * le 1^{er} mars Zelensky/Starmer, ministre Britannique des Finances, suivi d'une audience avec Charles III, démonstrations qui assurent au président ukrainien le soutien total de tout le Royaume-Uni
- * 2 mars, réunion à Londres de Zelensky avec 18 représentants tous d'accord pour apporter leur soutien à l'Ukraine.
- * et enfin jeudi 6 mars à Bruxelles pour un sommet exceptionnel sur l'Ukraine, en présence de Zelensky. Les chefs d'Etat et de gouvernement des 27 ont donné leur feu vert à un plan de la Commission européenne pour renforcer leur défense.

Macron, lors de son intervention sur TF1 mercredi dernier (5 mars), alertait sur la menace Russe : la Russie est devenue « *une menace pour l'Europe* » et son agressivité « *ne semble pas connaître de frontières* » loin de s'arrêter à l'Ukraine la Russie s'emparerait de la Pologne et finirait, pourquoi pas, par envahir la France... « *Face à ce monde de danger, rester spectateur serait une folie* » et appelait à la « *force d'âme des français* » pour surmonter les difficultés à venir et les appelait à faire un effort « *budgétaire* » conséquent pour financer des investissements supplémentaires dans la défense de l'ordre de 60 à 80 milliards d'euros. Conclusion « *il faut revisiter les priorités nationales* », ce qui veut dire que ces milliards complémentaires pour l'armée seront pris dans la poche des travailleurs, des jeunes et des retraités. L'article « *Non à la guerre impérialiste, sortie de l'OTAN Pas d'union sacrée des exploités avec les exploités* »^[1]

De nombreuses questions restent en suspens d'autant que « *la complexité des choses est, d'une part, largement brouillée par la volonté de nos dirigeants politiques de masquer la nature des enjeux et des causes profondes qui engendrent les changements en cours et d'autre part d'en cacher les lourdes conséquences pour les peuples.* »

L'Ukraine : Une guerre au sein du système impérialisme

La propagande de guerre bat son plein, l'Europe tout comme les chefs d'Etats américain et Russe sont guidés par leurs intérêts économiques et ceux de leurs entreprises.

Sous couvert de défense de l'Ukraine, le ministre des armées, S. Lecornu, discute depuis octobre avec son homologue ukrainien de la question des minerais. « *Notre industrie de défense va avoir besoin de matière premières tout à fait clés dans notre propre système d'armes non pas pour l'année prochaine mais pour dans 30 ou 40 ans.* » -essentiellement lithium ou encore au graphite- *Les intérêts américains comme les intérêts français sont en train de s'installer en Ukraine et une fois que les armes se seront tues il y aura le sujet de la reconstruction...* ^[2]

Face à la volonté de domination Etats-unienne affirmée par Trump, les dirigeants européens tentent de se faire passer pour les gardiens des valeurs démocratiques. Alors qu'en Afrique au Moyen Orient ils se sont répartis des zones d'influence et soutiennent des dictateurs qui leur sont utiles. Trump et Poutine s'entendent pour partager les richesses de l'Ukraine et les Européens en veulent une part, c'est le sens de la démarche de Lecornu, que Macron a envoyé négocier. Les relations entre les Etats Unis et les pays européen ont toujours été des relations entre puissances inégales luttant pour s'accaparer des marchés.

La Russie, occupe des territoires, les Etats Unis, comme l'Europe sous couvert de défense de l'Ukraine se livre au dépeçage de l'Ukraine, à sa vassalisation. L'UE veut donner les moyens au capitalisme européen de se renforcer, de se développer, d'occuper une place dans la concurrence capitaliste mondiale.

Si aujourd'hui, Trump est pressé que la guerre en Ukraine se termine, c'est que les Etats Unis ont une autre priorité et veulent concentrer tous leurs efforts vers l'Asie et la Chine, préoccupation qui s'inscrit dans la continuité d'une politique de « *pivot vers l'Asie* » engagée par Barack Obama dès 2009. L'avenir se joue dans le Pacifique, que ce soit en termes de relais de croissance économique ou de prédominance géopolitique.

Consensus avec la politique militariste du gouvernement Macron-Bayrou

Bayrou s'adressant aux députés afin de renforcer l'impérialisme français avait préparé le terrain politique en donnant le ton, définissant la situation actuelle comme « *à nos yeux la plus grave, la plus déstabilisée, de toutes celles que notre pays et continent ait connue depuis la Seconde Guerre mondiale. En dramatisant les enjeux d'emblée, le chef du gouvernement a défendu de façon appuyée le renforcement militaire français et européen.* ». La course à la guerre se mènera sur le dos des travailleurs. « *Il a trouvé le soutien immédiat de tous les partis politiques avec des nuances et des critiques envers Macron mais tous adhèrent au consensus militariste.* »

les Écologistes et le PS, multiplient les appels à faire de l'Europe « *une puissance militaire* » ou à envoyer des troupes en Ukraine, tandis que le PCF Fabien Roussel appelle à ce que « *la France [fasse] entendre sa voix* ». LFI, de son côté, appelle à la nécessité d'un « *altermondialisme d'entraide* ».

Aucun ne rappelle qu'à chaque fois que les puissances européennes ont entamé une course à l'armement, quelle que soit le prétexte affiché, la dynamique s'est conclue par des guerres mondiales. Le capitalisme est un danger réel pour la paix mondiale : *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage.*

S'aligner sur la position impérialiste français, c'est accepter de livrer les travailleurs à l'exploitation sans limite des capitalistes, c'est accepter la liquidation des conquêtes sociales, accepter la baisse des salaires et des pensions. C'est accepter que se perpétue cette société de rapine qu'est le capitalisme avec toutes les injustices et les inégalités qu'elle engendre. Le combattre, c'est s'organiser dans les luttes sociales et politiques pour faire reculer les prétentions de la classe capitaliste jusqu'à l'abattre ouvrant la voie à la construction d'une société sans exploitation et sans guerre : une société de coopérations des producteurs et des peuples : le socialisme. C'est dans cette voie que notre parti refuse l'union sacrée des exploités avec les exploités et entend mener la lutte pour contrer la politique de réarmement et exiger le retrait de la France de l'OTAN. Si nous sommes pour une politique

de défense nationale, nous pensons qu'elle doit s'appuyer sur le peuple pour défendre ses intérêts et pas ceux des capitalistes

[\[1\]](#). Cf Hebdo n°915.

[\[2\]](#). Réalité ou non ? Le titane, prisé dans l'aéronautique et l'armement, ou encore le lithium et le graphite, utilisés pour fabriquer des batteries électriques. Selon les données du Bureau français de recherches géologiques et minières, 20 % des ressources mondiales estimées de graphite se trouveraient ainsi dans le sol ukrainien. Le pays posséderait 22 des 34 substances que l'Union européenne qualifie comme "matières premières critiques" et environ 5 % des réserves mondiales. Problème, plusieurs gisements majeurs sont actuellement situés sur des territoires occupés par l'armée russe, dans la région de Donetsk par exemple.